



*Direction des services techniques et  
de l'aménagement*

*Tél. 03 20 66 58 27*

STA/LP/SF/GM/SL-231128-1687

**ARRETE N° ARR/2023/ST/589**

Nous, Maire de la Ville de HEM,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de la Route,  
Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,  
Vu l'article L2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques et suivants,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),  
Vu la délibération DEL/2023/ECO/19 du 1<sup>er</sup> février 2023 réglementant l'occupation du domaine public et fixant le montant des redevances,  
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du public,  
Considérant que **la mise en place d'une benne sur les places de parking usagers de l'Hôtel de Ville, côté parc, au 42 rue du Général Leclerc à Hem** et ce, pour permettre l'enlèvement des archives depuis la cave, va créer une gêne aux usagers et empiétera sur le domaine public, il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pour réglementer ce secteur.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1** : À partir du 5 décembre 2023 et ce, jusqu'au 6 décembre 2023, le stationnement considéré comme gênant sera interdit sur les places de parking usagers de l'Hôtel de Ville, côté parc, et exclusivement réservé au stationnement d'une benne de chantier sur une longueur de 10 mètres.

**ARTICLE 2** : Le dépôt de la benne ne pourra se faire que sur les emplacements de stationnement, en prenant soin de protéger l'arête du trottoir.

**ARTICLE 3** : La circulation des piétons devra être assurée en toute sécurité.

**ARTICLE 4** : Les Services Techniques devront assurer la signalisation diurne et nocturne ainsi que la propreté des abords de la benne.

**ARTICLE 5** : Par application législative toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement de la redevance telle que prévue par délibération reprise aux visas.

**ARTICLE 6** : Madame la Directrice Générale des Services et la Police Municipale de la Commune de Hem, Monsieur le Commissaire de Police de Roubaix, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**ARTICLE 7** : Une ampliation du présent arrêté sera envoyée au Commissariat Central de Roubaix, au Commissariat de Police de Hem, à la Gendarmerie de Lille, au Centre de Secours de Roubaix.

Fait à HEM, le

30 NOV. 2023

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**Pour Le Maire de Hem  
et par délégation, l'Adjoint à  
l'Aménagement,  
aux Travaux, à la Voirie et au Numérique.**

(Laurent PASTOUR

